

CONTRIBUTION A L'ANALYSE DES DISPOSITIFS D'APPUI A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DANS LE SECTEUR AGROPASTORAL AU CAMEROUN: LE CAS DU DEPARTEMENT DE LA MENOUA

[Contribution to assessment of strategies for professional integration of youth
in agro-pastoral sector in Cameroon: A case study of Menoua Division]

Guillaume Hensel FONGANG FOUPE¹, Denis Pompidou FOLEFACK², Samuel NGUEDIA¹, and Hervé Alain NAPI WOUAPI¹

¹Département de Vulgarisation Agricole et Sociologie Rurale,
Université de Dschang, Faculté d'Agronomie et de Sciences Agricoles,
Dschang, Cameroun

²Département Systèmes de production,
Institut de Recherche Agricole pour le Développement,
Yaoundé, Cameroun

Copyright © 2015 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Support for occupational integration of youth in the agricultural sector is a major contemporary concern in most developing countries. Not only does this support is perceived as a means to provide self-employment to many unemployed youth, but also a way to boost the rapidly emerging of a new generation of farmers adequately prepared and equipped to meet the challenges of today's agriculture and future. The scope of this article spans the critical analysis of the strategies implemented through the stimulus package for the integration of youth into agriculture with particular focus in the Menoua division in the West Region of Cameroon. First, the study highlights those aspects of the support provided by these projects in the context of the integration of youth, and second other aspects which would require more emphasis for an optimal integration. Out of 18 stimulus packages put in place to support the integration of youth in the Menoua division, 10 were subject to investigation. The findings show that 5 out of the 10 stimulus packages assessed deal with a specific type of support (including information sharing, training, or financing of vocational projects for the youth) meant to facilitate youth integration. In addition, 5 others work simultaneously on information and knowledge sharing, training and resource mobilization including the granting of funding. It is clear from the study that the insertion rate of youth assisted varies depending on the type of support provided to them by the various listed projects. The stimulus support packages operating in the Menoua division funded vocational projects of 336 young farmers for a total funding of XAF 57,991,444 in 2013 (Euro 88,408). This support accounts for XAF 172,593 (Euro 263) per young project proponent, an amount somewhat insufficient to sustain a viable project. Hence, support in the implementation of vocational projects is key as several hurdles are encountered during the realisation of the project setting up phase, including lack of access to productive assets as land tenure. Such support would also provide mentoring of youth as part of the implementation of their respective projects. We equally suggest setting up in each locality a consortium or platform of actors and stakeholders engaged in the support to the integration of youth to ensure pooling of efforts and synergy, complementarity and coherence across interventions. It appears challenging for just one structure to offer full support needed by a young project proponent, and the scales of municipality and division might be the most appropriate for operating these platforms.

KEYWORDS: Integration, agricultural sector, support, strategies, viable project.

RESUME: L'appui à l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral est une préoccupation contemporaine majeure pour la plupart des pays en développement. Non seulement cet appui est perçu comme moyen pour offrir de l'auto-emploi à plusieurs jeunes désœuvrés, mais aussi comme un moyen pour faire émerger une nouvelle génération d'agriculteurs préparés et outillés pour relever les défis de l'agriculture d'aujourd'hui et de demain. Le présent article porte sur l'analyse critique des stratégies mises en œuvre par les dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes dans le secteur agropastoral au Cameroun, en particulier dans le département de la Menoua dans la région de l'Ouest Cameroun. Il s'agit de ressortir d'une part en quoi consiste l'appui fourni par ces projets dans la perspective de l'insertion des jeunes et, d'autre part les aspects sur lesquels il serait nécessaire de mettre l'accent pour une insertion optimale de ces derniers. Sur les 18 dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes répertoriés dans le département de la Menoua, 10 ont fait l'objet d'analyse. Les résultats montrent que sur les 10 dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes analysés, 5 s'occupent uniquement d'un type spécifique d'appui (l'information, la formation, ou le financement des projets professionnels des jeunes) comme action pour faciliter leur insertion. Par ailleurs, 5 autres travaillent simultanément sur le partage de l'information et des savoirs, la formation, la mobilisation des ressources y compris l'octroi de financements. Il ressort de l'étude que le taux d'insertion de jeunes accompagnés varie en fonction du type d'appuis apportés à ces derniers par les différents projets répertoriés. Les dispositifs d'appui opérant dans le département de la Menoua ont financé les projets professionnels de 336 jeunes pour un financement total de 57 991 444 FCFA en 2013 (environ 88 400 euros). Cet appui correspond à 172 593 FCFA par jeune (environ 263 euros), somme insuffisante pour mettre en œuvre un projet viable. Un accompagnement dans la mise en œuvre des projets professionnels est nécessaire car plusieurs difficultés sont rencontrées pendant l'opérationnalisation du projet d'installation, à l'instar des difficultés d'accès aux ressources foncières. Cet accompagnement permettrait aussi un coaching des jeunes dans l'implémentation de leurs projets. Nous suggérons aussi de mettre en place dans chaque localité, un consortium ou plateforme d'acteurs engagés dans l'appui à l'insertion des jeunes afin d'assurer une mutualisation des efforts ainsi qu'une synergie, une complémentarité et une cohérence entre les interventions. Il est difficile qu'une seule structure soit en mesure d'offrir tous les appuis nécessaires à un jeune. Les échelles de la commune ou du département pourraient être les plus indiquées pour ces plateformes.

MOTS-CLEFS: Insertion, secteur agricole, accompagnement, stratégies, projet viable.

1 INTRODUCTION

L'appui à l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral est une préoccupation éminemment contemporaine pour la plupart des pays en développement. Dans ces pays les jeunes de 15 à 24 ans représentent 36,9 % de la population en âge de travailler. Parmi eux, on compte 59,5 % de chômeurs, un taux bien supérieur à la moyenne mondiale qui est de 43,7 %. La part des jeunes dans le nombre total des chômeurs atteint jusqu'à 83 % en Ouganda, 68 % au Zimbabwe et 56 % au Burkina Faso [1]. [2] note que « A partir de 1984/1985, le Cameroun a connu une des périodes marquantes de son histoire socioéconomique et politique avec le début violent de la crise économique, la libéralisation du secteur agricole et le désengagement de l'Etat ». Au Cameroun le chômage est plus élevé chez les jeunes de 15 à 34 ans (8,9%) que chez les personnes de 35 à 64 ans (2,9%) et chez les personnes de plus de 65 ans (0,2%). Ce faible taux de chômage cache cependant un sous-emploi important. En considérant 40 heures comme référence de durée hebdomadaire de travail, l'un des objectifs de la stratégie pour la croissance et l'emploi est de ramener le taux de sous-emploi global de 75,8% en 2005 à moins de 50% en 2020 à travers la création de dizaine de milliers d'emplois formels par an [3]. Les principaux secteurs d'activités touchés par ce phénomène sont respectivement le secteur public (36,7%), le privé formel (27,5%), l'informel non agricole (62,0%) et l'informel agricole (83,7%). Chez les jeunes, la situation de sous-emploi en 2010 est de 84,8% pour ceux de (15 à 24 ans) et de 79,1% pour la tranche d'âge de (14 à 34 ans) [4]. Face à cette situation, les jeunes ont moins de chance de trouver un emploi décent et risquent d'avantage de rester occupés par les emplois qui ne leur offrent pas l'opportunité de développer leur capital humain [5]. Pour ce faire, plusieurs stratégies sont élaborées par les gouvernements africains et le secteur privé pour accompagner les jeunes à l'insertion professionnelle dans le secteur agropastoral. Il s'agit en général de l'appui à leur installation comme exploitant ou mieux entrepreneur agropastoral à travers les programmes et projets d'appui à l'insertion professionnelle. Toutefois, malgré les actions menées par les structures d'accompagnement à l'insertion des jeunes à ce jour, les constats convergent pour témoigner d'une proportion importante des jeunes formés qui se désintéressent par la suite de leur projet d'installation dans le secteur agropastoral. De ce fait une question fondamentale se pose quant à la nature et l'efficacité des stratégies, l'effectivité de la mise en œuvre et le niveau de réussite des programmes d'accompagnement à l'installation des jeunes dans le secteur agropastoral. En d'autres termes, qu'est ce qui favorise le faible taux de jeunes installés malgré leur accompagnement par divers programmes et projets d'appui à l'insertion professionnelle? Cet article

apporte une contribution, certes modeste, par l'analyse des dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes en cours dans le département de la Menoua dans la région de l'Ouest Cameroun.

2 MATERIEL ET METHODES

2.1 CHOIX DE LA ZONE D'ETUDE ET COLLECTE DES DONNEES

La collecte des données de la présente étude a été faite dans le département de la Menoua, pendant la période d'Avril à Septembre 2013. Cette unité administrative compte des dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes. Parmi eux, certains œuvrent depuis environ 12 ans pour accompagner les jeunes dans la mise en œuvre des projets d'installation dans le secteur agropastoral. De plus, la rénovation de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches introduite par le programme (AFOP)¹ est bien en cours dans ce département avec pour but d'améliorer l'insertion des jeunes dans le secteur agropastoral. Le climat dudit département est marqué par une longue saison des pluies de Mars à Octobre, avec le paroxysme en Septembre et une saison sèche bien marquée de Novembre à Février. La pluviométrie annuelle varie de 1800 à 2000 mm. La température moyenne annuelle varie entre 14 et 28° C. Les hautes températures sont fréquentes particulièrement dans la plaine de Mbo. Les sols de la zone d'étude sont ferrallitiques et hydromorphes. L'échantillonnage a été stratifié. 18 dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes ont été recensés dans ce département. Nous en avons retenu 10 : Programme d'Appui au Développement des Emploi Ruraux/Fonds National de l'Emploi (PADER/FNE), CEFORCOBA(Centre de formation communautaire de Bafou, Ecole familiale agricole(EFA) de Baleveng, ASNPD(Agence du service national de participation au développement , Programme d'Appui à l'Insertion des Jeunes Agriculteurs (PAIJA), Groupement d'appui au développement (GADD), EFA de Fokamezo, Programme d'Appui au Développement de l'Aviculture Villageoise(PADAV), EFA de Fongo, Programme d'Appui au Développement des Emploi Ruraux/Fonds (PAJER-U). Pour choisir les 10 dispositifs sur les 18 en cours, nous avons pris en compte les domaines d'activités (agriculture, élevage), le pourcentage de jeunes installés par dispositif, l'ancienneté des dispositifs et le statut juridique. En lien avec ces 10 (dix) dispositifs retenus, nous avons choisi de façon raisonnée 26 (vingt six) acteurs d'appui à l'insertion à savoir un dirigeant par projet / programme retenu, un chef de famille par projet/ programme, 3 (trois) autorités traditionnelles et 3 (trois) autorités municipales des localités où nous avons recensé les dispositifs d'appui à l'insertion. Les différents responsables des dispositifs ont été choisis en fonction de leur ancienneté dans la préparation à l'insertion, et du nombre de jeunes déjà installés. Les autorités municipales et traditionnelles ont été choisies dans les localités où sont mis en œuvre les programmes et projets étudiés. Les chefs de familles ont été choisis parmi ceux ayant eu des jeunes de leurs familles bénéficiaires de l'action des programmes et projets d'appui à l'insertion. Enfin nous avons choisi au hasard, dans le cadre des 10 projets et programmes retenus, 100 (cent) jeunes accompagnés à l'insertion professionnelle dans le secteur agropastoral ceci en fonction de la probabilité proportionnelle simple basée sur la taille de l'échantillon. Pour établir les caractéristiques des dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle, nous avons aussi consulté les sources de données secondaires. Principalement nous avons consulté les rapports d'activité des délégations départementales des services d'emplois (Ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle (MINEFOP), Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique(MINJEC) et d'autres structures qui accompagnent les jeunes à l'insertion ou gèrent les centres de formation qui accueillent les jeunes comme ceux du Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural (MINADER), du Ministère des Affaires sociale (MINAS) et Ministère de la Promotion de la Famille et de la Femme (MINPROFF). Pour analyser les stratégies mises en œuvre par les dispositifs en ressortant les acteurs impliqués, nous avons consulté les travaux antérieurs effectués dans d'autres pays (France, Canada, Côte d'Ivoire.) et plus globalement ceux portant sur la contribution à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, le suivi de leur insertion, la réussite de l'insertion, et le mode d'insertion.

2.2 TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES

Les entretiens ont permis, de recueillir les avis et les perceptions des responsables des dispositifs, des familles des jeunes, des autorités traditionnelles et municipales sur la préparation des jeunes à l'insertion. Ces entretiens ont fait l'objet d'une transcription suivie d'une analyse thématique. Les informations collectées grâce aux questionnaires auprès des jeunes ont été dépouillées manuellement, et classées en données quantitatives et qualitatives. Les données ainsi recueillies ont été

¹ Programme d'Appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche

codifiées et introduites dans le logiciel statistique SPSS.17 (*Statistical Package for Social Sciences*). Les analyses statistiques ont été utilisées pour déterminer les paramètres d'observations (les moyennes, les fréquences, l'écart-type et l'étendue). Ce logiciel statistique nous a permis de générer les tableaux et les graphiques (histogrammes). Le montant total(Y) des projets des jeunes financés par les dispositifs d'appui en cours, a été calculé suivant la formule : $Y = \sum X_i$ où X_i = le montant accordé au financement du projet professionnel d'un jeune. Le coût moyen (CM) de financement du projet d'un jeune est égal à : $CM = \sum X_i / n$ où n= nombre de jeunes ayant obtenu un financement.

Le tableau 1 suivant présente l'ensemble des dispositifs d'appui à l'installation des jeunes en activité dans le département de la Menoua.

Tableau 1 : Les dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes dans la Menoua.

N°	Dénomination du dispositif	Durée de vie du dispositif en années fin 2013	Nombre de jeunes préparés à l'insertion	Tranche d'âge de jeunes concernés	Nature et type de dispositifs	Domaine d'intervention	Source de financement
1	PAJER-U	4	25	Jeunes post primaire et secondaire de 21 à 35 ans	Programme public	-Elevage -Agriculture -coiffure	Fonds PPTE ²
2	Programme d'insertion socioéconomique des filles et des femmes	2	20	Jeunes filles en général de 18ans à 35 ans	Programme public	-Elevage -Agriculture -Fabrication du savon - Teinture	Fonds PPTE
3	PACD/PME ³	1	10	Jeunes en général de 18ans à 35 ans	Programme public	-Elevage -Agriculture -Artisanat	-Fonds PPTE - Budget du MINPMEESA ⁴
4	GADD	6	30	Jeunes post primaire et secondaire de 18 à 35ans	ONG Nationale	-Elevage -Agriculture -Elaboration des PDC ⁵	Breaking Ground -SLDC Belgique ⁶ -ADG ⁷ -GIZ ⁸
5	CEFORCOBA de Bafou	6	90	Jeunes post primaire et secondaire de 18 à 35 ans	Association locale de développement (privée)	-Elevage -Agriculture	-AFOP ⁹ -Promoteurs
6	Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD)	8	15	Jeunes en général de 21 à 35 ans	ONG Internationale	-Elevage -Agriculture -information à travers la presse	-Bailleurs de fonds Internationaux -Promoteurs
7	Orphelinat la source de Baleveng	4	25	Jeunes en général de 18ans à 35 ans	Association de bienfaisance privée	-Elevage -Agriculture -Menuiserie	-Promoteurs -Etat

² Fonds issus de la remise de la dette aux pays pauvres très endettés.

³ Programme d'appui à la création et au développement des petites / moyennes entreprises de transformation et de conservation de produits locaux de consommation de masse

⁴ Ministère des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat.

⁵ Plans de développement communaux.

⁶ Service Laïque de Coopération au Développement de la Belgique

⁷ Aide au Développement Gembloux/Belgique

⁸ Coopération Technique Allemande

⁹ Programme d'Appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche

8	Ecole familiale de Fongo-Tongo	4	20	Jeunes post primaire et secondaire de 18 ans à 35 ans	Association locale de développement privée	- -Elevage - - Agriculture - -couture	-Cotisation des membres -UE ¹⁰
9	ASCNPD	1	92	Jeunes de groupe minoritaire de 17 à 34 ans	Programme (Public)	- -Elevage - - Agriculture	Agence Nationale du SCNPD
10	Ecole familiale de Fokamezo	13	100	Jeunes en général de 12 à 25 ans	Association locale de développement (Privée)	- -Elevage - - Agriculture -Couture -Teinture	-Cotisation des membres -UE
11	EFA de Baleveng	10	71	Jeunes post primaire et secondaire de 18 à 35ans	Association locale de développement(Privée)	- -Elevage - - Agriculture	-Cotisation des membres -AFOP
12	CMPJ ¹¹	2	76	Jeunes en général 17 à 34 ans	Programme (public)	- - Bureautique - - Agriculture	- Etat
13	Programme (PADER)/FNE	1	189	Jeunes en général de 18 à 35ans	Programme (public)	- - Agriculture	FNE
14	Programme PAIJA	10	12	Jeunes en général 18 à 35 ans	Programme (public)	-Agriculture	MINADER
15	Programme PDFP ¹²	6	60	Jeunes en général	Programme (public)	- -Elevage	MINEPIA ¹³ fonds PPTÉ
16	Programme PADAV	6	40	Jeunes en général 18 à 35 ans	Programme (public)	-Elevage	MINEPIA fonds PPTÉ
17	Programme PADPR ¹⁴	6	24	Jeunes en général 18 à 35 ans	Programme (public)	-Elevage	MINEPIA fonds PPTÉ
18	Aide rurale	1	20	Jeunes en général 18 à 35 ans	Association de bienfaisance (privée)	- - Bureautique	Promoteur
TOTAL		/	919	/		/	

Source : Compilation des données de l'enquête de terrain par les auteurs (2013)

2.3 CADRE THÉORIQUE

Les théories sur lesquelles nous nous appuyons dans cette recherche sont celles du capital humain à travers les approches du développement vocationnel [6], et celle du développement de carrière [7].

2.3.1 LA THEORIE DU DEVELOPPEMENT VOCATIONNELLE DE GINSBERG ET AL

La théorie classique du développement vocationnel explique le processus d'insertion à travers le choix professionnel. Le choix professionnel résulte d'une évolution progressive en étape et finit par la formation. La théorie du développement vocationnel est d'après [6], un processus continu qui prend sa source dans l'enfance et s'étend sur toute la vie d'un individu.

¹⁰ Union Européenne

¹¹ Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes

¹² Programme d'Appui au Développement de la filière Porcine

¹³ Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales

¹⁴ Programme d'Appui au Développement des petits ruminants

Ce processus s'élabore à travers trois périodes successives et irréversibles en ce qui concerne le choix et la définition de la profession. L'insertion professionnelle comprend les périodes de choix fantaisistes, essayistes et réalistes.

La période de choix fantaisiste constitue l'étape pendant laquelle l'individu fait des choix ne correspondant ni à ses caractéristiques personnelles, ni à celles de la profession. Elle correspond à la période de la petite enfance où l'enfant a tendance à imiter les personnages qui lui sont familiers (les parents, les vedettes et les héros). Pendant la période de choix essayiste, l'individu cesse peu à peu l'imitation et cherche à s'extérioriser par l'expression des besoins, des désirs, d'intérêts et d'attitudes. La période du réalisme s'exprime par la maturité et le choix de l'individu et est caractérisé par un projet professionnel de vie à parfaire par une formation professionnelle et l'acquisition de tous les autres facteurs (financement, foncier, cadre réglementaire) qui aident à sa mise en œuvre.

2.3.2 LA THEORIE DU DEVELOPPEMENT DE CARRIERE DE PATTON ET McMAHON

D'après [7], le développement de carrière est considéré comme une perspective d'interaction puisqu'il le conceptualise comme résultant de la rencontre entre deux grands processus dynamiques. Cette conception permet d'envisager le développement de carrière comme un processus qui se déroule tout au long de la vie, et où il faut non seulement tenir compte des différences individuelles mais aussi des facteurs contextuels. Elle met donc en évidence plusieurs facteurs d'influence du développement de carrière relatifs à l'individu et à son environnement (famille, groupe de pairs, culture, expériences de travail, autorités traditionnelles et administratives). D'après eux, le développement de carrière est réussi quand il constitue une synthèse adaptative des changements individuels et sociaux qui se produisent.

Cette théorie dit que les interventions susceptibles de faciliter et d'activer le développement de la carrière sont par nécessité complexes et impliquent l'application d'une variété de stratégies. Par exemple, ces interventions pourraient être conçues dans le but d'aider les individus, tout au long de leur vie, à s'adapter à la fois aux changements qu'ils vivent en eux et à ceux qui surviennent dans leur environnement. Ces interventions pourraient également, dans le cadre de l'approche d'insertion professionnelle, amener les jeunes à faire le point sur leurs activités, leurs relations interpersonnelles et les rôles actuels que les familles exercent, ainsi que les besoins des acteurs et intermédiaires pour la mise en œuvre de leur projet d'insertion.

3 RESULTATS

Tel que montré précédemment dans le tableau 1, le département de la Menoua compte 18 programmes et projets d'appui à l'insertion des jeunes. Dix d'entre eux relèvent de l'Etat et 8 (huit) autres du secteur privé. Ceux du secteur public relèvent des ministères suivants : le MINJEC (CMPJ, ASCPD), le MINADER (PAIJA), le MINEFOP (PADER/FNE), le MINAS (Orphelinat la source de Baleveng), le MINEPIA (PADAV, PADPR, PDFP). A travers le programme AFOP, le MINADER et le MINEPIA accompagnent conjointement deux dispositifs à l'appui des jeunes dans le secteur agropastoral (CEFORCOBA et l'EFA de Baleveng). L'Ecole Familiale d'Agriculture de Fokamezo et celle de Fongo-Tongo sont des initiatives des comités villageois de développement qui appuient les jeunes exclusivement dans le secteur agropastoral. Le GADD, Aide rurale et le SAILD sont des ONG s'appuyant sur des partenariats internationaux comme GIZ (Coopération internationale technique Allemande), SLDC (Service Laïque de Coopération au Développement de la Belgique) pour accompagner les jeunes dans leurs entreprises (agropastorales ou non).

3.1 CARACTERISTIQUES DES DISPOSITIFS D'APPUI A L'INSERTION DES JEUNES DANS LE SECTEUR AGROPASTORAL

Comme étudié par [8], les dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes de cette étude se distinguent les uns des autres selon les critères suivants : i) la nature de l'appui (la formation et/ ou le financement des projets des jeunes), ii) la catégorie des jeunes accompagnés (la tranche d'âge concernée), iii) la zone d'intervention, iv) la source de financement (budget national ou financement étranger), v) le type d'activité (agriculture, artisanat ou micro-entreprise urbaine) et vi) le type d'institution porteuse du dispositif (structure publique, ONG ou partenaire international). Les figures 1,2 et 3 illustrent respectivement les principaux appuis apportés par les dispositifs étudiés, la répartition des dispositifs en fonction de la catégorie des jeunes accompagnés et enfin les secteurs d'insertion professionnelle ciblés par ces dispositifs.

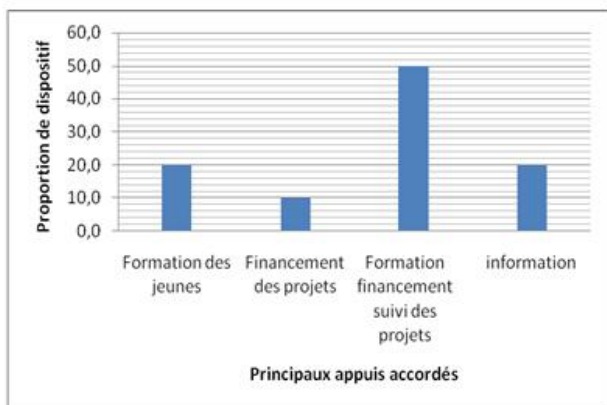


Figure 1 : Principaux appuis apportés par les dispositifs étudiés en accompagnement à l’insertion des jeunes

Source : Compilation des données par les auteurs lors de l’enquête de terrain (2013)

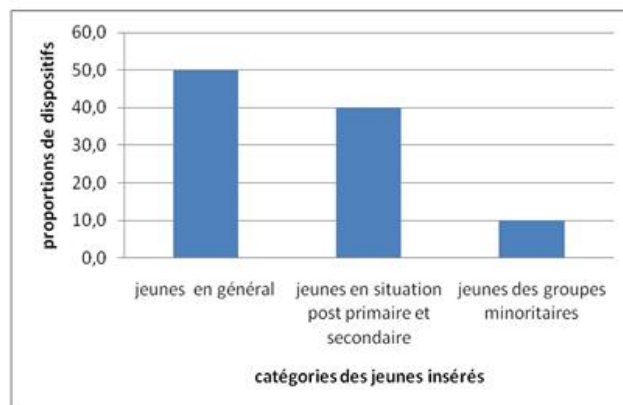


Figure 2 : Répartition des dispositifs en fonction de la catégorie des jeunes accompagnés

Source : Compilation des données par les auteurs lors de l’enquête de terrain (2013)

La figure 1 montre que 60% des dispositifs ont des actions qui portent à la fois sur les formations théoriques, pratiques et le financement des projets professionnels des jeunes. Ils s’occupent ainsi des composantes principales de l’appui à l’insertion, gage nécessaire pour la mise en œuvre effective des projets professionnels des jeunes. C’est le cas du PADER/FNE et de l’ASNP. Parmi ces structures 30% sont spécialisées uniquement sur la formation des jeunes, surtout au début de la préparation à l’insertion, et ceci dans les techniques de production animale (aviculture, élevage des porcs, cuniculture) et végétale (choux, tomate, pomme de terre, bananier-plantain), de la fabrication du savon de ménage, des métiers de teinture, de la couture et de la menuiserie. 10% des dispositifs enquêtés font essentiellement le financement des projets des jeunes comme appui. Ces derniers types promeuvent l’insertion professionnelle en privilégiant un type particulier d’appui. L’EFA de Fokamezo et l’EFA de Fongo-Tongo assurent des formations adaptées pour qualifier ou reconverter le jeune à répondre aux exigences des pratiques d’activités agropastorales. Aussi, le Programme d’Appui au Développement de l’Aviculture Villageoise (PADAV) finance uniquement la vaccination des volailles traditionnelles, objet des projets professionnels présentés par les jeunes encadrés.

La figure 2 montre que 50 % des dispositifs donnent des appuis aux jeunes peu ou non qualifiés. Ils ont un niveau inférieur ou égal au baccalauréat. Le profil des jeunes bénéficiaires varie selon le type de dispositif. Nous constatons que 40% de dispositifs encadrent des jeunes en situation post primaire ou secondaire. De plus, 10% des dispositifs orientent leurs actions de plus en plus vers les jeunes ayant un bas niveau de scolarisation, en général des groupes minoritaires représentés par le peuple Bororos dans le département.

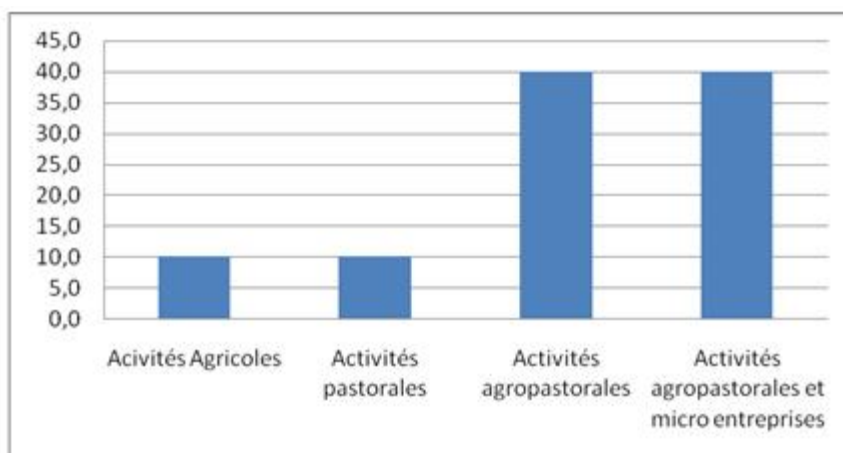


Figure 3 : Secteurs d’insertion professionnel ciblés par les dispositifs

Source : Compilation des données par les auteurs lors de l’enquête de terrain (2013)

La figure 3 montre que 60% des dispositifs du département sont engagés dans l'accompagnement des jeunes à l'insertion professionnelle à travers des activités uniquement agropastorales. Par ailleurs, 40% de dispositifs s'intéressent au secteur agropastoraux et aux micros entreprises de toutes natures.

3.2 RAISONS DE MISE EN PLACE DES DISPOSITIFS

De l'avis des dix promoteurs des programmes et projets interviewés (PADER/FNE, CEFORCOBA, EFA Baleveng, ASNPD, PAIJA, GADD, EFA Fokamezo, PADAV, EFA de Fongo, PAJER-U), plusieurs raisons justifient l'appui à l'insertion professionnelle des jeunes: la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de l'insertion des jeunes, le souci de rajeunissement de la main d'œuvre agricole ou mieux des générations actuelles et futures d'agriculteurs, et enfin le développement socio-économique des jeunes des groupes vulnérables.

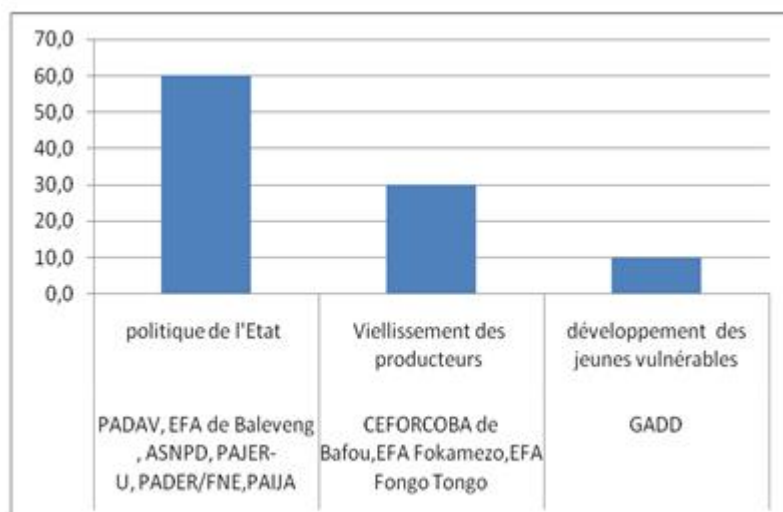


Figure 4 : Raisons de mise en place des dispositifs

Source : Enquête de terrain (2013)

La figure 4 montre que 60% des dispositifs ont pour motivation essentielle de mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière d'insertion des jeunes. Cette politique consiste à mettre à la disposition des jeunes des facilités pour leur accès aux moyens permettant leur insertion. Tout ceci a un coût, et dans un contexte de masse, de nombreux chercheurs d'emplois, ne peuvent les supporter en s'adressant aux opérateurs du secteur privés [9].

3.3 DURÉE DES FORMATIONS EN APPUI A L'INSERTION DES JEUNES

Le tableau 2 montre la durée des formations offertes par les dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle dans le département de la Menoua.

Tableau 2 : Durée des formations des jeunes dans le cadre de l'appui à leur insertion professionnelle

Durée de la formation en mois	N	Minimum	Maximum	moyenne	Ecart type
	100	2	36	14,31	13,83

Source : Compilation des données par les auteurs lors de l'enquête de terrain (2013)

Comme le présente le tableau 2, les dispositifs d'insertion professionnelle du département mettent en moyenne 14,31 mois pour la formation des jeunes dans les différents secteurs d'activités. Cette moyenne cache une certaine dispersion de la population. En effet, la durée minimum de formation est de 2 mois et le maximum de 36 mois. Cette dispersion est

confirmée par une étendue de 34 mois, et un écart-type de 13,836. En général ces durées nous semblent longues dans plusieurs cas. Dans l'appui à l'insertion on devrait privilégier le savoir-faire nécessaire et préalable à la mise en œuvre de l'activité. En général cela ne demande pas de s'étendre longuement sur certains aspects théoriques ou non directement en lien avec la mise en œuvre de l'activité. En raccourcissant certains délais de formation, ceci permettrait de consacrer davantage de ressources à d'autres volets de l'appui à l'insertion. Aussi, l'acquisition de certains savoir-faire se fait étant déjà en activité et non avant. Certaines actions de formation devraient ainsi intervenir une fois que le jeune a démarré la mise en œuvre effective de son projet.

3.4 DEMARCHE GENERALE D'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DANS LA MENOUA

Plusieurs activités sont mises en œuvre par les structures d'appui à l'insertion des jeunes dans le département de la Menoua. Les figures 6 et 7 ci-dessous résument ces principales activités et présentent leur articulation.

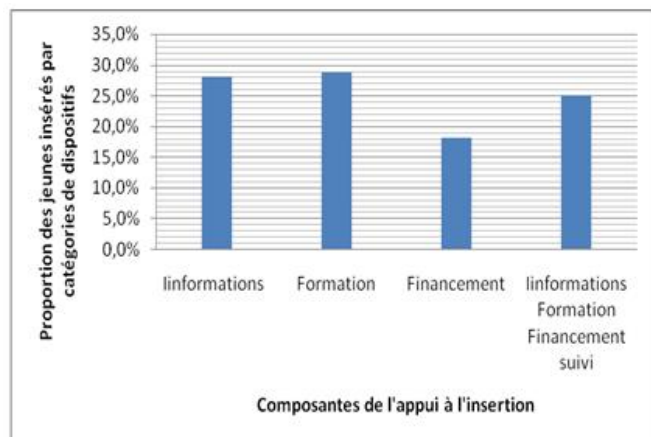


Figure 6 : Proportion des jeunes insérés par catégorie de dispositif d'appui

Source : Compilation des données par les auteurs lors de l'enquête de terrain (2013)

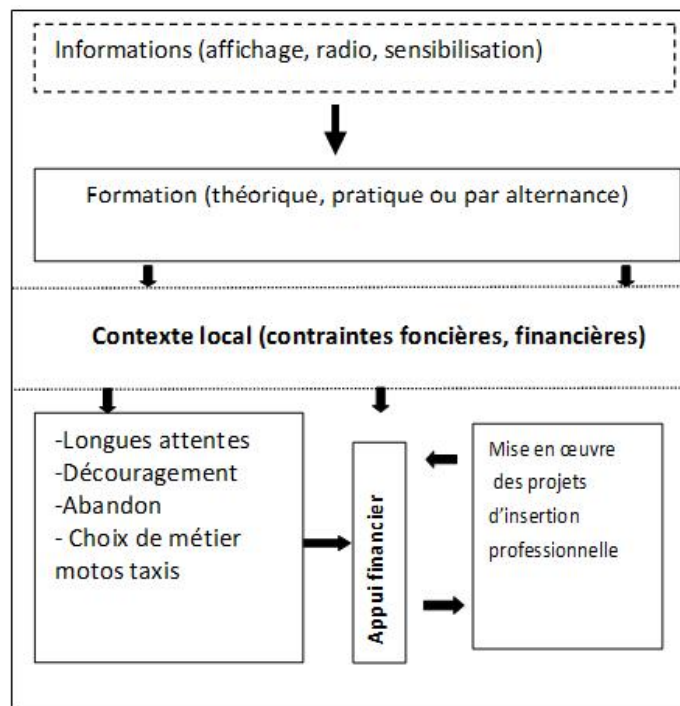


Figure 7: Schéma de la trajectoire de la préparation des jeunes à l'insertion professionnelle dans la Menoua

Source : Compilation des données par les auteurs lors de l'enquête de terrain (2013)

La figure 6 montre que, les dispositifs d'appui qui ne réalisent que de l'information, ne contribuent qu'à l'insertion professionnelle de 28,1 % de jeunes bénéficiaires de leurs activités. Les dispositifs qui ne font que la formation, ne permettent que l'installation de 28,8 % des jeunes bénéficiaires de leurs activités. La formation occupe une place importante au sein des dispositifs d'appui à l'insertion, et peut prendre des formes extrêmement variées. Elle est centrée à la fois sur les aspects théoriques et pratiques. La formation se fait par alternance au sein de quatre dispositifs sur les dix étudiés. Il s'agit d'une planification adéquate de la démarche d'apprentissage à la fois dans les exploitations et des centres de formation, ainsi qu'un équilibre pertinent entre le développement des compétences générales et sociales et celui des aptitudes professionnelles. L'objectif du programme par alternance consiste essentiellement en un processus de formation tirant profit des deux environnements afin que les jeunes soient les plus qualifiés possible. Il permet aux jeunes d'acquérir de l'expérience et des compétences, de se préparer à l'avenir, d'apprécier les possibilités de travail qui s'offrent à eux et de vérifier l'intérêt qu'ils portent à ce domaine. Il ressort de la figure 6, que l'appui constitué uniquement du financement, a favorisé l'installation de 18,1 % de jeunes enquêtés bénéficiaires de l'action des dispositifs de faisant que du financement comme appui à l'insertion. La figure 6 montre enfin que les dispositifs effectuant à la fois l'information, la formation, le financement et le suivi des projets d'insertion ont contribué à l'installation de 25% de jeunes bénéficiaires de leurs actions.

Le schéma de la figure 7 résume la démarche de préparation des jeunes à l'insertion professionnelle dans le secteur agropastoral dans le département de la Menoua. Il montre que l'appui à l'insertion professionnelle des jeunes commence par les activités d'information, suivies par la formation des jeunes. Les activités d'information se font à travers divers canaux (affiches, communiqués radio, campagnes de sensibilisation). Les formations sont des ressources certes, mais ne sont toutefois pas suffisantes à produire automatiquement la capacité de mise en œuvre du projet professionnel du jeune. La conjoncture et le contexte local sont également des facteurs incontournables. Même si les jeunes possèdent cette formation, leur insertion peut se trouver freinée par l'insuffisance des financements, des terres, de la main d'œuvre, des infrastructures d'irrigation ou du suivi rapproché (Cf. figure 7). Cette situation peut aboutir aux longues attentes, au découragement, à l'abandon et la quête de métiers alternatifs (activités de mototaxis¹⁵).

3.5 ACTEURS CLES DES DISPOSITIFS D'INSERTION PROFESSIONNELLE

La mise en œuvre de l'appui à l'insertion professionnelle à l'endroit des jeunes se fait par la mobilisation de plusieurs partenaires. La figure 9 montre les différents partenaires et la figure 10 présente les principaux acteurs locaux et leurs besoins.

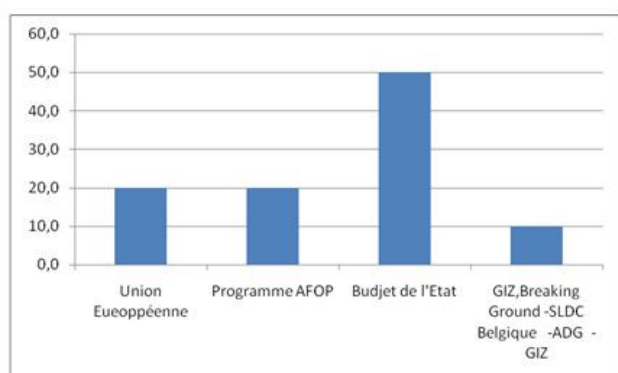


Figure 9: Les partenaires financiers

Source : Compilation des données par les auteurs lors de l'enquête de terrain (2013)

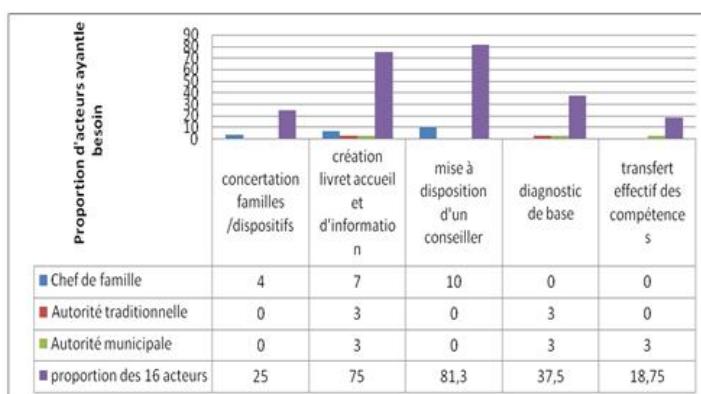


Figure 10: Suggestions des acteurs locaux relatives aux mesures pour favoriser l'efficacité des actions d'appui à l'insertion des jeunes

Source : Compilation des données par les auteurs lors de l'enquête de terrain (2013)

Comme illustré par la figure 9, les partenaires financiers des dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes sont à la fois des partenaires internationaux et nationaux. Il s'agit respectivement des organismes de coopération internationale comme l'Union Européenne qui finance 20 % de dispositifs, de la GIZ qui encadre 10 % de dispositifs, de l'État du Cameroun qui finance 50 % de dispositifs. Le programme AFOP soutient 20% des dispositifs répertoriés dans la Menoua grâce aux fonds issus de la remise de la dette bilatérale française.

La figure 10 montre que 81,3 % d'acteurs locaux (chefs de famille, autorités municipales) expriment les besoins de mise à disposition d'un conseiller d'insertion. La création d'un livret d'accueil et d'information sur les dispositifs est sollicitée par 75 % d'acteurs locaux (chefs de famille, autorités traditionnelles, autorités municipales). Cette figure nous montre que toutes les autorités traditionnelles et municipales (37,5% d'acteurs locaux enquêtés) demandent un diagnostic de base dans les communautés pour les orienter en matière d'appui à l'insertion. Le transfert effectif des compétences aux collectivités territoriales en matière d'appui à l'insertion des jeunes dans le secteur agropastoral est demandé par toutes les autorités municipales (18,75% d'acteurs locaux enquêtés).

¹⁵ Motocyclette assurant le transport des personnes et des biens, dans les villes et dans les villages.

3.6 EFFICACITE DE L'APPUI A L'INSERTION A TRAVERS LE FINANCEMENT DES PROJETS D'INSTALLATION DES JEUNES

Afin d'étudier l'efficacité de l'appui à l'insertion, une analyse de leur contribution au financement des projets professionnels des jeunes a été faite. Les tableaux 3 et 4 ci-dessous résument respectivement la contribution des dispositifs au financement des projets des jeunes, et les proportions de la variable financement des projets des jeunes croisés à l'insertion effective des jeunes.

Tableau 3 : Contribution des dispositifs au financement des projets des Jeunes.

Dispositifs d'appui à l'insertion	Effectif de jeunes encadrés (N=100)	Proportion projets financés par le dispositif (%)	Proportion de jeunes effectivement installé par le dispositif (%)
PADER/FNE	22	22	4
CEFORCOBA	12	0	5
ASNPD	13	13	0
EFA Baleveng	11	0	3
PAIJA	5	4	0
GADD	6	6	1
EFA Fokamezo	13	0	8
PADAV	7	7	3
EFA de Fongo Tongo	5	0	2
PAJER-U	6	6	5
Total	100	58	31

Source : Compilation des données par les auteurs lors de l'enquête de terrain (2013)

Tableau 4 : Résumé des proportions de la variable financement des projets des jeunes croisés à l'insertion effective des jeunes

		J'ai eu un financement pour parfaire mon insertion		Total
		non	oui	
Mon insertion dans le secteur agropastoral est effective	non	39	30	69
	oui	3	28	31
Total		42	58	100

Source : Compilation des données par les auteurs lors de l'enquête de terrain (2013)

Le tableau 3 montre, que 58% de jeunes recensés ont bénéficié d'un appui financier des projets et programmes. Par ailleurs, 31% des jeunes ont été effectivement installés dans le secteur agropastoral. Ainsi, Le tableau 4 montre que 69% de jeunes enquêtés n'ont pu avoir une insertion effective.

3.7 BESOINS COMPLEMENTAIRES NECESSAIRES POUR UNE INSERTION OPTIMALE SELON LES JEUNES

Les jeunes enquêtés estiment que des actions complémentaires sont nécessaires pour la pleine réussite de leur insertion. La figure 8 ci-après présente les besoins ainsi évoqués par les jeunes.

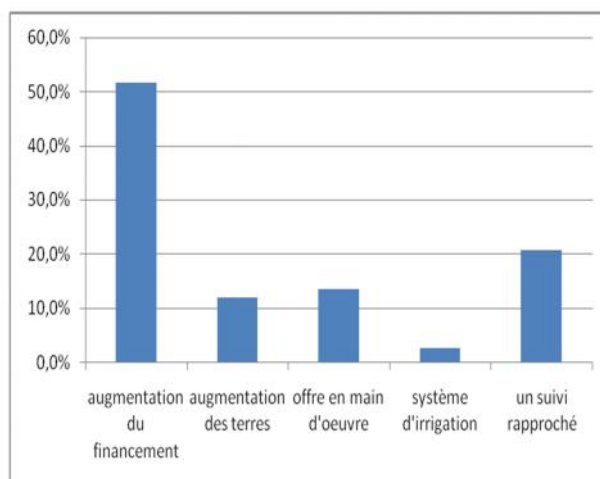


Figure 8 : Besoins complémentaires nécessaires pour une insertion optimale d'après les jeunes.

Source : Compilation des données de l'enquête de terrain par les auteurs (2013)

Les jeunes présentent une diversité de besoins. La figure 8 montre que 50,1 % des jeunes souhaitent une augmentation du montant des financements qui leur sont octroyés en appui. Le suivi de proximité de la mise en œuvre des projets d'insertion est évoqué par 20,05% de jeunes. L'insertion requiert ainsi un package significatif de plusieurs appuis.

3.8 LES MODES D'INTERVENTIONS DES DIFFERENTS PROGRAMMES ET PROJETS D'APPUI A L'INSERTION

Les responsables des dispositifs du département organisent et coordonnent l'ensemble d'opérations pour parvenir à l'insertion à travers :

- un ou quelques types d'appui (CEFORCOBA de Bafou, PADAV, EFA de Fongo Tongo, PADER/FNE, PAIJA) ;
- un ensemble des formes d'appui allant jusqu'au partenariat institutionnel associant les organismes travaillant sur les différents aspects de l'appui (EFA de Fokamezo, ASNPD, PAJER-U, GADD EFA de Baleveng).

3.8.1 DISPOSITIFS BASANT LEURS OPERATIONS SUR UN TYPE D'APPUI

Ces dispositifs scindent leurs actions par domaine d'activités. Parmi eux, 5 programmes et projets s'occupent spécifiquement de la formation (CEFORCOBA de Bafou, de Fongo Tongo, PAIJA, PADER/FNE) et le PADAV pour la vaccination de la volaille traditionnelle

3.8.2 DISPOSITIFS BASANT LEURS OPERATIONS SUR UN ENSEMBLE D'APPUIS

Ce type de dispositifs travaille simultanément sur les composantes de l'information, de la formation, du financement, de l'installation et de l'insertion sociale. Cette approche stratégique, est celle de l'accompagnement global et de la prise en compte de plusieurs difficultés des jeunes. Elle est mobilisée par 5 sur 10 dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes étudiés.

3.8.3 FORCES ET LES FAIBLESSES DES DISPOSITIFS

Les dispositifs d'appui portant sur un seul domaine, répondent à des besoins spécifiques chez les jeunes en situation postscolaire (formation, petits crédits, subventions, l'information de la masse de jeunes à travers la vulgarisation). Mais l'absence d'une autre ressource (terrain, conseil) peut bloquer l'évolution du projet professionnel du jeune.

Les dispositifs basant leurs opérations sur un ensemble des formes d'appui offrent l'opportunité à chaque jeune de combler ses besoins spécifiques. Parmi ces dispositifs, 50% intègrent autant que possible les institutions existantes par la mise en place de partenariats afin d'accroître l'offre de services aux jeunes. Parmi les jeunes installés effectivement dans le secteur agropastoral par les dispositifs en cours dans le département, 90,32% d'entre eux ont bénéficié de l'appui des

structures mettant en œuvre les stratégies intégrées. Le point faible le plus remarquable est la dépendance financière des dispositifs qui rend leur durabilité précaire. L'arrêt des financements peut aussi conduire à la fin du dispositif. La terre est un facteur important de production, mais aucun dispositif d'insertion en cours ne travaille à la facilitation de l'accès des jeunes aux ressources foncières.

4 DISCUSSION

4.1 PERTINENCE DES DISPOSITIFS D'APPUI A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DANS LE SECTEUR AGROPASTORAL

Tel qu'illustre la figure 4, 60% des dispositifs sont établis par les pouvoirs publics. A travers leurs services déconcentrés, ils mettent en œuvre la politique du gouvernement qui consiste à créer un cadre général incitatif, permettant au secteur privé de jouer son rôle économique et de lever les facteurs de blocage de création d'emplois [10]. Dans un contexte de pauvreté de masse, de nombreux jeunes demandeurs d'emploi, ne peuvent supporter les charges de l'insertion en s'adressant directement aux opérateurs privés. Ces coûts concernent notamment l'accueil, le conseil, l'orientation et l'évaluation du demandeur en vue d'assurer son employabilité salariale ou entrepreneuriale [9]. La figure 4 montre que 30% des dispositifs ont le souci du rajeunissement de la main d'œuvre agricole. Par ailleurs, 10% de dispositifs assurent le développement des jeunes des groupes vulnérables (ASNPD). Ces deux dernières catégories de dispositifs réagissent ainsi, de manière implicite au sous emploi grandissant.

4.2 PROCESSUS D'INSERTION DES JEUNES DANS LE SECTEUR AGROPASTORAL

Les jeunes préparés à l'insertion professionnelle dans le secteur agropastoral, ne suivent pas les chemins uniformes au sein des dispositifs. La figure 6 illustre que, 20% de jeunes recensés s'installent effectivement à partir des informations offertes comme appui, par les programmes et projets de vulgarisation (PADAV, PAIJA). Les dispositifs (CEFORRCOBA, EFA de Fongo-Tongo) qui proposent seulement la formation professionnelle permettent à 20% de jeunes enquêtés de mettre en œuvre leurs projets professionnels. Le projet (FNE) qui offre le financement comme type d'appui, favorise aussi l'installation de 10% de jeunes enquêtés. Les dispositifs (ASNPD, PAJER-U, GADD, EFA de Fokamezo, de Baleveng) qui prennent en compte à la fois plusieurs types d'appuis (information, formations, financement, suivi) installent 50% de jeunes recensés. L'option par 5 (cinq) dispositifs sur 10 (dix) d'offrir un seul type d'appui peut bien favoriser les difficultés de recouvrement de dettes (financement octroyés à crédit aux jeunes) que 10% de dispositifs rencontrent maintenant. Comme montre la théorie de [6] nous remarquons que les jeunes en situation postscolaire, font effectivement des choix professionnels dans le secteur agropastoral. Cependant l'acquisition de tous les autres facteurs (financement, foncier, cadre réglementaire) les aideraient à mise en œuvre de leurs projets professionnels.

4.3 ACTEURS DE L'APPUI A L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Comme illustré par la figure 9, les partenaires des dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle sont financiers. Ils sont soit des internationaux ou des nationaux. La principale source de financement de l'appui à l'insertion professionnelle des jeunes est le budget national alloué en faible montant dans plusieurs structures. L'État du Cameroun finance 50 % de dispositifs dans la Menoua. L'organisation et la mise en œuvre de l'appui à l'insertion par les structures de l'État, peuvent compte tenu de la lenteur administrative, (décaissement tardifs) contribuer au ralentissement des activités pourtant bien planifiées.

4.4 BESOINS D'APPUIS COMPLEMENTAIRES DES ACTEURS LOCAUX

L'insertion des jeunes préoccupe aussi bien les familles, les collectivités territoriales décentralisées que le gouvernement. Particulièrement les acteurs locaux (familles, autorités traditionnelles et municipales) entreprennent des actions d'appui à l'insertion sans aucune préparation initiale. La figure 10 nous montre que 81,3% d'acteurs locaux (13 acteurs sur 16 recensés) expriment le besoin de disposer d'un conseiller en insertion des jeunes. Le besoin de disposer des conseillers en insertion, est une reconnaissance de ce que c'est une activité délicate et nécessitant des compétences spécifiques non disponibles. Disposer de ces conseillers permettrait de bâtir une stratégie efficace à même de réellement lever les contraintes à l'insertion des jeunes.

4.5 EFFICACITE DE L'APPUI A L'INSERTION A TRAVERS LE FINANCEMENT DES PROJETS D'INSTALLATION DES JEUNES

La mise de fonds nécessaire à l'établissement, est un facteur déterminant qui peut constituer une barrière au démarrage du projet professionnel du jeune. D'après [11], Les dispositifs d'appui du département ont financé les projets professionnels de 336 jeunes agriculteurs sur la culture du riz, de la pomme de terre, du maïs et celle du bananier plantain pour un financement total 57 991 444 FCFA en 2013. Mais, cet appui est extrêmement faible car il correspond à la proportion de 172 593 FCFA par jeune, somme insignifiante pour soutenir un projet viable comme le montre la photo n°1 d'un projet d'aviculture d'un enquêté sur les 100 recensés arrêté suite à l'insuffisance des moyens financiers.



Photo 1 : Projet d'un jeune abandonné suite à un financement insuffisant

Source : (Photo : Nguedia, 2013)

Pour vérifier l'indépendance de l'insertion des jeunes, dans le secteur agropastoral par rapport au financement de leurs projets, nous utilisons le test du khi carré par rapport aux données du tableau 4. Ainsi, Chi-Square = 19,268 et la probabilité(p) = 0,000 soit $0 < 1\%$. Nous pouvons conclure que le résultat est significatif à 1%. Ainsi l'insertion des jeunes dans le secteur agropastoral dépend du financement de leur projet à 1% de signifiante

5 CONCLUSIONS

Dans le département de la Menoua, 18 programmes et projets accompagnent les jeunes dans les centres de formation comme le CEFORCOBA de Bafou, l'EFA de Baleveng. Ces derniers s'efforcent comme le PAJER-U, l'ASCNPD, le PADER/FNE, l'EFA de Fokamezo, le PADAV, l'EFA de Fongo-Tongo, le PAIJA et le GADD à améliorer la qualification des jeunes en situation postscolaire et la mise en œuvre de leur projet d'insertion. Parmi les programmes et projets analysés, certains fondent leurs activités sur la formation, d'autres à la fois sur la formation et par l'activité agropastorale. Les besoins complémentaires des jeunes accompagnés par les dispositifs d'appui et des acteurs d'insertion tournent autour des attentes financières, d'un diagnostic et de la formation des autorités locales dans l'accomplissement de leur rôle et responsabilités pour la mise en œuvre des projets des jeunes.

En matière d'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral, on doit distinguer la préparation et l'accompagnement des jeunes à l'insertion. La préparation consiste aux actions menées en vue d'outiller les jeunes qui assument eux-mêmes leur processus d'installation sans autre intervention. L'accompagnement englobe la préparation, et prend en compte le suivi du projet du jeune formé.

La modicité des moyens financiers et le faible taux d'installation effective des jeunes, suggère d'approfondir la notion d'insertion professionnelle des jeunes : s'agit-il seulement d'avoir les jeunes en activités pour un certain temps ? Ou bien de voir les jeunes engagés dans une activité financièrement rentable et s'inscrivant dans la durée et leur procurant des ressources de survie. S'il faut mettre en œuvre des projets professionnels des jeunes à cycles renouvelables, il faut bien mieux préciser au départ les stratégies et les moyens permettant aux jeunes de s'installer de cette manière. Ainsi, ceci devrait sans doute impliquer les moyens financiers conséquents et certainement l'accompagnement pendant la mise en œuvre de projet. La viabilité des projets professionnels des jeunes nécessite un accompagnement dans la mise en œuvre du

projet car plusieurs difficultés sont rencontrées pendant l'opérationnalisation du projet d'installation du jeune d'où la nécessité de s'intéresser à la problématique foncière. Comment doit-on faciliter l'accès à la terre ?

Il est important d'adresser les contraintes dans leur ensemble, et d'éviter de se limiter à quelques aspects, car les autres contraintes non levées risquent hypothéquer l'insertion effective. Les projets et programmes d'appui à l'insertion devraient s'attaquer à un ensemble de contraintes significatives, contraintes critiques. En se limitant à quelques contraintes, chaque acteur de l'appui à l'insertion doit mobiliser d'autres acteurs sur les autres aspects. Par ailleurs dans une localité un consortium ou plateforme d'acteurs pourrait permettre de fédérer les efforts, de mutualiser les moyens pour être plus efficace compte tenu de la demande en insertion, ainsi que de la diversité et de l'ampleur des actions nécessaires à mener.

REFERENCES

- [1] Services de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale "Les jeunes et l'emploi en Afrique". Washington, DC 20433, Etats Unis d'Amérique, PP 9-10, 2008.
- [2] Fongang, Fouepe G. H., "Les Mutations du Secteur Agricole Bamiléké (Cameroun) étudiées à travers ses acteurs : Une analyse des localités de Fokoué et de Galim". Thèse de Doctorat : Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement de Paris (Agro Paris Tech), Département des Sciences économiques et sociales. France, 2008.
- [3] République du Cameroun. 2010. "Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). Disponible sur le site www.paris21.org/sites/default/files/cameroon_dsce2010-20.pdf, 2010.
- [4] Institut National de la Statistique du Cameroun, "Résultats de la Deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Cameroun", Yaoundé, Cameroun, 2011.
- [5] Services de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale "Les jeunes et l'emploi en Afrique". Washington, DC 20433, Etats Unis d'Amérique, 2008.
- [6] Ginsberg, E., Ginsburg S. Axelrald S. and Herma J. R. "Occupational choice", New York, 1951.
- [7] Patton, W. and McMahon, M. "Career Development and Systems Theory: A New Relationship". Pacific Grove, CA: Brooks/Cole, 1999.
- [8] Roch Yao Gnabeli, Amara K, Bih E., N'dri P. "Etude thématique transnationale sur les dispositifs et modes d'insertion professionnelle (Afrique de l'Ouest)", Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle de Côte d'Ivoire, 2012.
- [9] Institut National de la Statistique du Cameroun, "Résultats de la Deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Cameroun", Yaoundé, Cameroun, 2011.
- [10] République du Cameroun. 2010. « Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) ». Disponible sur le site www.paris21.org/sites/default/files/cameroon_dsce2010-20.pdf , 2010.
- [11] Délégation départementale de l'agriculture et du développement rural pour la Menoua. "Rapport annuel 2012", Dschang, Cameroun, 2013.